

Politique des taux d'intérêt

ans. Elles ont déjà été proposées bien des fois, et j'estime qu'il est nécessaire de les répéter encore.

D'abord et avant tout, le gouvernement devrait être sincèrement prêt à négocier avec le gouvernement des provinces productrices de pétrole et de gaz afin d'en arriver à un accord qui assure l'autonomie énergétique du Canada. Cela créerait des emplois et relancerait l'économie. Cela mettrait aussi fin à l'hémorragie massive des capitaux canadiens qui servent à établir des caisses de fiducie dans des pays comme l'Arabie saoudite, le Venezuela et le Mexique. D'aucuns voient d'un mauvais œil le Fonds du patrimoine de l'Alberta; quant à moi, je préfère de beaucoup que notre argent serve à établir un tel fonds au Canada plutôt qu'à l'étranger. Le gouvernement ne semble pas pouvoir s'entrer dans la caboche qu'il vaut beaucoup mieux que nous gardions ces sommes énormes—quelque 4 milliards de dollars cette année, soit à peu près le budget total du Manitoba et de la Saskatchewan réunis—et d'avoir ainsi au moins une chance de les remettre en circulation pour créer des emplois et stimuler l'économie nationale. Non, le gouvernement préfère subventionner le pétrole importé et payer les producteurs étrangers plutôt que les producteurs canadiens.

Outre l'exode des capitaux, cette politique a une autre incidence malheureuse. Cet argent doit être remis en circulation; il nous revient sous forme d'investissements de capitaux au Canada. Les gouvernements provinciaux sont en train d'adopter des mesures législatives tendant à interdire aux étrangers d'acheter nos terres agricoles. Cela me semble assez idiot alors que nous envoyons notre argent canadien à l'étranger du fait que nous ne parvenons pas à nous entendre sur le prix du pétrole dans notre propre pays. Nos compatriotes n'exigent pas le prix mondial: ils en demandent seulement un certain pourcentage. Alors que nous le leur refusons, nous payons des étrangers pour acheter nos terres de culture avec les dollars canadiens que nous utilisons pour acheter du pétrole étranger.

Depuis déjà longtemps, les députés de l'Ouest, se préoccupent des transports. C'est sans doute que nous avons hérité du problème, que les transports méritent une attention toute spéciale. Si au moins le gouvernement fédéral faisait preuve de leadership en la matière, nous ne ferions pas face à la perspective de souffrir, d'ici deux ou trois ans, d'une pénurie de transports pour acheminer nos matières premières. Si nous parvenions à régler le problème des transports, nous contribuons en même temps à résoudre ceux des devises, de notre balance des paiements déficitaire, des taux d'intérêt et de la valeur du dollar. Mais le gouvernement refuse à tous les égards de prendre les choses en main.

Je n'arrive pas à comprendre comment le gouvernement a pu donner la priorité à l'achat de Petrofina, mesure qui ne contribuera en rien à l'accroissement de notre capacité de production. Il se contente d'acheter une chaîne de postes d'essence, une raffinerie, certains terrains, certains gisements. Il se procurera ce 1.5 milliard de dollars par le biais de la taxation en haussant de 3.5 cents le litre d'essence à la pompe et en relevant les taxes sur le gaz naturel.

J'ai sous la main une lettre de la société Union Gas qui annonce qu'une hausse de \$18 par an entrera en vigueur le 1^{er} juillet prochain laquelle s'ajoutera à la hausse de \$18 par an qui a frappé les consommateurs le 1^{er} mai dernier. Cela signifie

que le consommateur moyen de gaz naturel en Ontario devra déboursier \$36 de plus par an, non pas pour rendre le Canada auto-suffisant ni pour accroître les quantités disponibles au Canada de gaz naturel ou de pétrole extrait des sables bitumineux ou encore d'un quelconque type d'huile synthétique mais afin de permettre au gouvernement de faire l'acquisition de Petrofina.

Il me semble que si le gouvernement voulait vraiment rendre l'économie plus productive et par conséquent atténuer l'inflation au lieu de l'attiser et d'accroître le fardeau des consommateurs, il consacrerait cet argent à l'accroissement de la production canadienne.

Les habitants de ma circonscription ne comprennent pas pourquoi le gouvernement s'entête à vouloir attaquer l'inflation en agissant sur la demande. C'est exactement ce que le gouvernement autorise la Banque du Canada à faire quand il laisse le gouverneur et le conseil d'administration de la Banque combattre l'inflation par le monétarisme. Le ministre d'État aux Finances (M. Bussières) a fait une affirmation que j'ai notée du mieux que j'ai pu. Il a dit, à peu près en ces termes: «Les taux d'intérêt élevés ne semblent pas avoir eu une incidence importante sur le ralentissement de la croissance et du crédit.» Je constate avec plaisir que le ministre est présent. Il a cité des chiffres à l'appui. S'il en est ainsi, le ministre ne voit-il pas que le monétarisme qu'il préconise aggrave l'inflation? C'est certainement une possibilité. Le ministre hoche négativement la tête.

Je voudrais lui donner un exemple, monsieur l'Orateur, qui concerne tous les chefs de petite entreprise et tous les agriculteurs. Un grand nombre de petites entreprises ne sont pas en mesure de se constituer des stocks aux taux d'intérêt de 25 p. 100. Le taux de base atteint actuellement presque 20 p. 100, calculé mensuellement. Sur une base annuelle, ce taux approche les 22 ou 23 p. 100. Les petites entreprises ne peuvent se permettre de conserver des stocks à de tels taux; c'est pourquoi, lorsqu'un client vient acheter un article, il faut faire venir celui-ci de l'usine. Cela représente deux ou trois mois de réserves que le commerçant garderait normalement en magasin et qui entraîne des mises à pied par ricochet. Cette situation ne contribue en rien à réduire l'inflation, mais elle cause du tort au plan de l'offre. Cela s'applique au détaillant de meubles, au marchand de vêtements, au chantier de scierie ou à tout autre commerce qui exige des stocks abondants. Il y a une limite au niveau d'intérêts qu'un homme d'affaires peut payer. Il doit payer des intérêts sur ses bénéfices et s'il ne fait pas assez de profit pour se constituer des réserves il doit simplement réduire son stock.

C'est présentement la saison des semailles, mais de nombreux agriculteurs ne seront pas en mesure d'obtenir de crédit, si bien qu'ils ne sèmeront pas ou n'achèteront pas de bêtes d'embouche. Ils vont s'arranger pour ne pas semer le genre de cultures qui ne leur rapporteront qu'au moment de la vente du bétail. Cela entraînera une hausse du prix des aliments l'automne prochain du fait que les quantités seront limitées et l'offre s'en trouvera réduite. C'est exactement ce que le gouvernement fait délibérément par sa politique monétaire directe et par son refus de tenir compte des répercussions très graves que ces taux d'intérêt ridiculement élevés ont sur l'offre.